

Cfdt: ÉCLAIRAGE

DES CRYPTOACTIFS AUX MONNAIES NUMÉRIQUES : UNE RÉPONSE EUROPÉENNE – PARTIELLE – POUR L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE

La numérisation touche le domaine monétaire, public comme privé. Loin d'être neutres, les innovations technologiques reconfigurent les rapports sociaux, de manière parfois peu propice au mouvement syndical.

Loin d'être un sujet purement technique, l'euro numérique doit retenir une attention syndicale car il pourrait avoir des effets sur l'investissement et les emplois. L'Europe doit diminuer les risques en matière de stabilité financière, de niveau d'investissement, et agir pour protéger l'emploi et les libertés en Europe, à l'heure où les actifs numériques - les cryptos - se trouvent au centre de la stratégie monétaire de l'administration d'extrême-droite de Trump.



1 - Décryptons les cryptos : une innovation technologique accaparée par des intérêts privés ?

1.1 - Monnaies numériques ou “cryptoactifs” : quelles dissemblances ?

Le terme de ‘cryptomonnaie’ porte à confusion puisque les objets que ce terme recouvre ne sont pas de la monnaie mais des actifs financiers¹. En effet, ils ne correspondent pas aux fonctions traditionnelles de la monnaie : ils ne sont ni un instrument d'échange, ni une unité de compte ni une réserve de valeur et encore moins une forme de lien socio-politique ou de cohésion sociale.

En revanche, ces objets sont des actifs financiers sous forme numérique (plus précisément des “jetons de paiement”) qui peuvent être achetés ou vendus sur internet. Il est donc plus juste de parler de cryptoactifs.

C'est à la fin des années 2000 que sont apparus les cryptoactifs de première génération. **À l'origine du développement des actifs numériques se trouve une invention numérique : la blockchain² (ou « chaîne de blocs »).** Celle-ci permet à ses utilisateurs - connectés au réseau - de garder la trace d'un ensemble de transactions, de manière décentralisée et désintermédiée, sécurisée et transparente. Apparus à partir de 2008 avec la mise en circulation du Bitcoin - au moment d'une grande crise financière sapant la confiance dans le système financier globalisé - des milliers de cryptoactifs³ existent

aujourd'hui : Bitcoin, LiteCoin, Ethereum, Ripple, etc.

Présenté comme un système financier affranchi des banques privées et du pouvoir étatique qui portaient alors une responsabilité dans la débâcle économique de la crise financière, le bitcoin s'inscrit en réalité dans une logique libertarienne. Dès l'origine, il ne visait pas à être un système de paiement pour une économie stable, mais repose sur un fonctionnement intrinsèquement spéculatif. Ainsi, le cours de ces cryptoactifs (dits de première génération) est très volatil et expose les détenteurs à des pertes financières potentiellement très importantes. L'absence d'intermédiaire a pu priver les usagers de protections en matière de sécurité des avoirs. Par ailleurs, par leur caractère anonyme et leur facilité d'utilisation, les cryptoactifs favorisent le contournement des règles relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et/ou peuvent participer au financement d'activités criminelles.

Le fonctionnement décentralisé impliquant la participation de millions d'ordinateurs connectés et de super calculateurs, est très énergivore et a des conséquences environnementales excessives⁴. Le seul Bitcoin nécessite deux fois la consommation électrique annuelle de la Suède⁵ en 2025, et il serait à l'origine du rejet de 64 millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère⁶ en 2021. La production intensive de déchets électronique générés par cet actif financier, telles que les puces informatiques utilisées, serait équivalente à celle des Pays-Bas, tout équipements confondus.

¹ Lien vers le site web du Gouvernement :

<https://www.economie.gouv.fr/particuliers/gerer-mon-argent/gerer-mon-budget-et-mon-epargne/cryptoactifs-cryptomonnaies-comment#> ;

ou la page Wikipédia « monnaie »

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Monnaie>. Par exemple personne ne paie sa baguette de pain en *bitcoin*.

² Pour une explication plus détaillée du fonctionnement des cryptoactifs, de la blockchain et de ses usages au-delà du secteur financier, voir l'[annexe 1](#).

³ Près de 25 000 actifs en circulation mi-2023. Banque de France (juillet 2023). Le bitcoin. Disponible en ligne :

<https://www.banque-france.fr/fr/system/files/2024-08/le-bitcoin.pdf?v=1737386800>

⁴ Néanmoins, tous les cryptoactifs ne sont pas authentifiés par le minage (“*cryptomining*”) – ce qui permettrait d'en réduire le coût environnemental.

⁵ <https://ccaf.io/cbnsi/cbeci>

⁶ Une transaction en bitcoin équivaut à autant de pollution que 1,8 million de paiements Visa ; <https://www.monde-diplomatique.fr/2022/02/LEMAIRE/64334>

1.2 Des jetons instables aux jetons stables ?

Le début des années 2020 a vu l'émergence d'une seconde génération de cryptoactif. À partir de 2020, un nouveau type de cryptoactif s'est en effet progressivement érigé en moyen de paiement et d'investissement : le stablecoin. Ces actifs financiers sont dits « jetons stables », car leur valeur varie beaucoup moins que leurs ancêtres de première génération puisqu'ils sont adossés⁷ soit à une monnaie véritable - à 99% le dollar⁸ -, soit à un panier de monnaies.

L'attractivité des stablecoins s'expliquerait par la possibilité de réaliser des transactions de manière instantanée (celles par les banques prennent plus de temps), facilement accessibles (il suffit d'un accès Internet, pas besoin de compte bancaire), anonymes, et moins coûteuses pour les paiements internationaux (car sans frais bancaires). Dès lors, dans certaines juridictions, l'utilisation de ces jetons peut potentiellement permettre à des personnes ne disposant pas d'un compte auprès d'une banque traditionnelle ou considérées comme non solvables d'accéder aux transactions financières, c'est pourquoi les cryptos ont pu être considérées comme un levier d'inclusion financière dans certains pays en développement.

Les transactions par stablecoins sont en croissance très importante (+ 88% en un an, les transactions sont toutefois majoritairement effectuées entre robots) et avoisineraient les 28 000 milliards de dollars⁹. Ces actifs numériques représentent des sources de profits considérables pour les entreprises privées qui les émettent. Amazon projette par exemple de développer son propre cryptoactif pour inciter les utilisateurs de sa plateforme à

les utiliser et les rendre encore davantage captifs. Dès lors, soulignons deux éléments essentiels. Premièrement, **les cryptoactifs de première génération ont été développés par et pour des intérêts privés**. Deuxièmement, **les cryptoactifs de deuxième génération sont dépendants du dollar dans leur quasi-totalité**.

Les cryptoactifs (stables et non stables) pourraient-ils être utilisés pour rémunérer les travailleurs ?

La convention n°95¹⁰ de l'Organisation internationale du travail (OIT) stipule que les salaires doivent être payés en monnaie légale et les cryptoactifs ne sont généralement pas reconnus comme monnaie légale dans la plupart des pays. Il existe toutefois des exceptions notables. Selon les données de 2022, le Salvador et la République centrafricaine ont reconnu le Bitcoin comme monnaie légale, autorisant son utilisation pour le paiement des salaires dans ces pays¹¹. En France, cela semble à ce jour impossible et une telle situation doit perdurer.

2 - Quelles stratégies des grandes puissances technologiques et monétaires ?

2.1 - La stratégie américaine : la monnaie déléguée au marché

Le Bitcoin est une « arnaque » qui « concurrence le dollar »¹². C'était l'analyse de Donald Trump lors de son premier mandat

⁷ Cela signifie que la valeur du jeton varie en fonction de la valeur du dollar.

⁸ Banque des règlements internationaux : <https://www.bis.org/publ/arpdf/ar2025e3.htm>

⁹ Les transactions sont toutefois majoritairement effectuées par des robots pour d'autres robots <https://blog.cex.io/ecosystem/stablecoin-landscape-34864> ; Le volume des transactions a été multiplié par 16 en 4 ans <https://www.cryptotimes.io/2024/06/20/stablecoin-transfer-volume-surges-16x-since-2020/>

¹⁰ Protection des salaires (1949), article 3.

¹¹ <https://www.ilo.org/ilo-helpdesk-questions-and-answers-business-wages-and-benefits>

¹² Leparmentier Arnaud (6 mars 2025) *La grande offensive de Donald Trump sur les cryptomonnaies*. Disponible en ligne : https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/03/06/la-grande-offensive-de-trump-pour-les-cryptodevises_6576803_3234.html?random=387864509

(2017-2021) comme président de la plus grande puissance financière mondiale. Depuis, le vent a tourné. Trump souhaite faire de Washington la capitale mondiale des « cryptomonnaies »¹³. Trois jours avant l'investiture de son second mandat, il mettait en vente 200 millions de jetons numériques à son effigie (le « \$Trump »), déclenchant une vague spéculative, lui permettant de s'enrichir au passage de 350 millions de dollars¹⁴. Un tel comportement est caractéristique du secteur des "cryptomonnaies" : profiter de sa position de pouvoir pour s'enrichir, en exploitant les dynamiques spéculatives et la manipulation des cours.

L'objectif de l'extrême droite au pouvoir aux États-Unis est d'utiliser le pouvoir de l'État pour favoriser le développement de monnaies numériques privées (dites de deuxième génération). La doctrine de l'administration Trump mise sur le développement d'un usage privé du dollar¹⁵ (aussi qualifié de crypto mercantilisme), qui correspond à la fois à la volonté d'hégémonie monétaire des États-Unis¹⁶ et au soutien des intérêts privés des multinationales américaines de la tech.



L'objectif de l'extrême droite au pouvoir aux États-Unis est d'utiliser le pouvoir de l'État pour favoriser le développement de monnaies numériques privées.

Les stablecoins sont en effet, une aubaine monétaire pour les États-Unis, car ils sont dans leur quasi-totalité adossés au dollar, ce qui permettrait potentiellement une « re-dollarisation » de l'économie mondiale¹⁷.

Ceci viendrait contrecarrer la relative « dédollarisation » à l'œuvre et pourrait inverser la dynamique et in fine permettre à davantage de capitaux de venir aux États-Unis pour financer la dette publique américaine¹⁸. Selon la banque américaine Citigroup¹⁹, les entreprises privées émettrices de cryptoactifs pourraient être les principales détentrices de dette américaine en 2030, devant des pays économiquement interdépendants avec les États-Unis comme le Japon ou la Chine.

¹³ Coste Philippe (3 mars 2024). *Avec Donald Trump, les cryptos gagnent une place de choix à la Maison Blanche*. Disponible en ligne : https://www.liberation.fr/international/amerique/avec-donald-trump-les-cryptos-gagnent-une-place-de-choix-a-la-maison-blanche-20250309_WZO2FPVYHFEYLN5RQDDPRU7AA/

¹⁴ <https://www.monde-diplomatique.fr/2025/09/LEMAIRE/68677> ; <https://www.ft.com/content/cb1def8f-53a6-478e-9b3e-33c383b29629>

¹⁵ Alors que la monnaie est un bien commun, censée théoriquement être accessible à tous et gérée en fonction de l'intérêt général, la gestion de la monnaie à des fins privées vise à placer les intérêts privés au-dessus des intérêts publics.

¹⁶ Voir par exemple la loi de 2015 intitulée « Genius » pour « Guiding and Establishing National Innovation for US Stablecoins » (Orienter et établir l'innovation nationale pour les stablecoins américains). Disponible en ligne : <https://natlawreview.com/article/genius-act-and-stablecoins->

[could-replace-state-money-transmitter-licensing](https://www.project-syndicate.org/commentary/trump-wants-private-stablecoins-to-replace-dollar-by-vanis-varoufakis-2025-05) ; <https://www.project-syndicate.org/commentary/trump-wants-private-stablecoins-to-replace-dollar-by-vanis-varoufakis-2025-05>

¹⁷ Si le dollar est majoritaire dans les échanges internationaux, il n'est pas pour autant l'unique monnaie. On parle de dollarisation pour évoquer le fait que le dollar américain serve de monnaie pour les échanges internationaux. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Dollarisation>

¹⁸ Le mécanisme est le suivant : lorsqu'une entreprise privée émet un crypto-actif adossé au dollar, elle investit une partie du montant dans des titres de dette publique américaine qui « couvrent » la créance que représente le crypto-actif. La créance garantit la conversion de l'actif dans la monnaie sur laquelle il est indexé, c'est-à-dire le dollar.

¹⁹ Citigroup (23 avril 2025). *Digital dollars*. Disponible en ligne : <https://www.citigroup.com/global/insights/digital-dollars>

Assurer l'hégémonie du dollar ou préparer son effondrement ?

La politique américaine de recours quasi total au fonctionnement par marché²⁰ (c'est-à-dire que c'est uniquement le marché et non pas l'État qui détermine l'allocation des ressources) porte de nombreux risques.

La majorité des entreprises émettant des cryptoactifs (comme les entreprises de la tech) semblent agir comme des banques (elles « vendent » de la monnaie) mais le font en dehors du système bancaire réglementé. Cela signifie que toutes les règles prudentielles sont contournées et qu'il n'existe pas de mécanisme d'assurance des dépôts²¹.

Or, ces mécanismes instaurés après la grande crise de 1929 permettent d'empêcher les paniques et les faillites bancaires. **Les cryptoactifs sont donc dangereux pour l'économie (et les emplois) puisqu'ils pourraient déclencher un nouvel effondrement du système financier mondial, comme en 2008.** S'agissant spécifiquement des stablecoins (adossés au dollar), ils produisent une dépendance accrue de l'économie européenne à l'économie américaine, donc des risques accrus pour le financement des investissements en Europe.

Dans l'hypothèse d'un simple signe de faiblesse d'une entreprise émettrice de cryptoactif, une spirale destructrice serait enclenchée. La revente de cryptoactifs forcerait les entreprises à vendre massivement les bons du trésor américain, ce qui enclencherait alors une baisse du prix des titres, et donc des réserves des entreprises, les mettant encore plus en difficulté. La baisse des titres de la dette américaine affaiblirait le dollar (alors que les cryptoactifs ont la vocation inverse). Les détenteurs d'actifs des entreprises en faillite verraient leurs dépôts disparaître, puisqu'ils ne sont pas garantis par le système bancaire. **Le développement des stablecoins permet donc autant d'accroître l'hégémonie du dollar que de préparer son effondrement.**

²⁰ On parle ici de politique concernant les cryptoactifs, pas du rôle de la banque centrale des États-Unis (réserve fédérale) décidant de la politique monétaire (c'est-à-dire le pilotage du taux de chômage, d'inflation et de change).

²¹ Une garantie (par l'État) des dépôts protège les clients en cas de faillite de bancaire ; [https://www.economie.gouv.fr/particuliers/gerer-mon-](https://www.economie.gouv.fr/particuliers/gerer-mon-argent/emprunter-et-sassurer/quest-ce-que-la-garantie-des-depots#)

2.2 - La stratégie chinoise : la monnaie sous le pouvoir d'un État autoritaire.

A l'opposée, la Chine opère une politique profondément différente que le recours au tout-marché (c'est à dire que l'État joue un rôle déterminant dans l'allocation des ressources). La banque centrale chinoise mise sur le développement de sa propre cryptomonnaie publique, aussi appelée **monnaie numérique de banque centrale (MNBC)**.

Quelle différence entre la monnaie numérique de banque centrale et cryptoactifs ?

La différence cruciale avec les cryptoactifs émis par des entreprises privées, c'est que les monnaies numériques de banque centrale ont un cours²² légal, reconnu par l'État, ce qui leur accorde un statut de monnaie. Leur utilisation est variable selon les pays, mais leur émission prend généralement deux formes. Soit les émissions « de gros », à destination des intermédiaires financiers autorisés (par exemple les banques), visant à réduire les coûts des paiements transfrontaliers. Soit les émissions « de détail », accessibles à tout le monde, visant à remplacer le cash généralement destiné au pays en développement faiblement bancarisés.

L'*e-yuan* chinois (ou e-CNY) est le plus ancien des projets de MNBC (lancé en 2014) mais aussi le plus ambitieux. Une personne sur huit en Chine se sert de cette monnaie, utilisable dans la vie quotidienne²³. Le volume de transaction de cette monnaie numérique atteignait en juillet 2024 : 7 300 milliards de yuans (environ 888 milliards d'euros). **Si ce système peut permettre un accès plus facile à la monnaie des personnes exclues du système bancaire, il peut aussi s'apparenter à une extension des instruments de surveillance de la population** : un tel système permet à l'État

[argent/emprunter-et-sassurer/quest-ce-que-la-garantie-des-depots#](https://www.forbes.com/sites/digital-assets/2024/07/15/a-2024-overview-of-the-e-cny-chinas-digital-yuan/)

²² https://fr.wikipedia.org/wiki/Cours_l%C3%A9gal

²³ Huang Roger (15 Juillet 2024). A 2025 overview of the E-CNY, China's digital Yuan. Forbes.

<https://www.forbes.com/sites/digital-assets/2024/07/15/a-2024-overview-of-the-e-cny-chinas-digital-yuan/>

d'avoir un accès direct aux comptes bancaires des citoyens, sans intermédiaires, et d'exercer un contrôle sur eux. La traçabilité des transactions, la somme des informations fournies, l'absence de contrôle démocratique sur le système de paiement permet aussi à la banque centrale de surveiller ou bloquer les paiements des usagers de la monnaie, renforçant ainsi, par la monnaie, l'appareil étatique de contrôle des citoyens.



Les monnaies numériques peuvent participer au contrôle des populations des États autoritaires...

Comment une innovation technologique s'insère-t-elle dans des rapports de force mondiaux ?

Le Bitcoin n'était pas une monnaie, mais un actif spéculatif. L'apparition des « cryptomonnaies » de seconde génération bouleverse la configuration des relations monétaires internationales. Les tensions monétaires internationales, particulièrement entre les États-Unis et la Chine, pourraient conduire à une plus grande segmentation du système monétaire, opposant non seulement les devises officielles entre elles, mais aussi ces dernières aux monnaies privées. La perspective d'une division monétaire du monde se dessine progressivement, entre - de manière très idéal-typique - une voie tout marché (États-Unis) ou tout-État (Chine).

3 - Un projet d'euro numérique pour sortir d'une autonomie subordonnée ?

L'Europe souffre d'une forme structurelle de dépendance monétaire par rapport aux États-Unis, qui n'est pas nouvelle puisqu'elle date de l'établissement du système monétaire international à Bretton Woods²⁴ en 1944 – même si les formes ont largement évolué depuis. Cette dépendance porte d'abord sur le système de paiement : la majorité des pays de la zone euro dépendent d'un duopole d'entreprise privée étrangère (Visa et Mastercard) pour assurer la majorité de leurs paiements, ce qui se manifeste aussi par des commissions élevées prises par ces entreprises auprès des commerçants²⁵. Cette situation confère à ces acteurs privés étrangers les

²⁴ Le système monétaire international est dominé par les États-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale, d'abord via l'étalon-or (jusqu'au début des années 1970) puis via « l'étalon-dollar », ce qui se traduit par l'usage du dollar comme monnaie internationale.

²⁵ <https://www.banque-france.fr/system/files/2025-09/Blog-Monnaie-%20numerique-de-%20banque-centrale-%20enjeu-de-%20souverainete-%20VDEF-FR.pdf>



Vecteur de cohésion sociale, la monnaie est aussi l'affaire des travailleurs et travailleuses : les impacts sociaux et environnementaux comme sur l'emploi de la politique monétaire doivent être évalués en continu.

moyens de bloquer une partie du système de paiement en Europe.

L'Europe a réussi à créer un espace unique de paiements européens (SEPA) pour les virements bancaires et s'est engagée dans le développement de solutions paneuropéennes de paiement (type système privé Wero). Mais ces technologies ne sont pas encore interoperables dans tous les pays²⁶.

L'augmentation des paiements par mobile renforce cette dépendance aux entreprises américaines. Selon un rapport du Sénat²⁷, 70% des paiements par carte transitent par des réseaux américains. Il n'existe, un quart de siècle après l'introduction de l'euro, toujours pas de solution numérique commune indépendante pour nos paiements quotidiens.

²⁶ En France, le réseau bancaire est indépendant (grâce au système CB) pour les paiements nationaux uniquement

²⁷ <https://www.senat.fr/rap/r23-708/r23-708.html>

<https://www.banque-france.fr/fr/interventions-gouverneur/monnaie-numerique-de-banque-centrale-lenjeu-de-souverainete>

²⁸ <https://www.banque-france.fr/fr/interventions-gouverneur/monnaie-numerique-de-banque-centrale-lenjeu-de-souverainete>

²⁹ Comme dans la plupart des zones monétaires, l'architecture monétaire de la zone euro est fondée sur une organisation à deux niveaux qui articule d'une part la monnaie de banque centrale (notamment sous forme fiduciaire) et la monnaie

Proposé par la banque centrale européenne (BCE) dès 2021, le projet d'euro numérique est mis en avant comme un « outil de souveraineté monétaire »²⁸ : il s'agirait d'une forme numérique des espèces (distincte donc de l'argent déposé auprès des banques commerciales), sous la forme d'un moyen de paiement électronique de détail, émis par la banque centrale²⁹.

Un règlement européen mis en place

En Europe, le Règlement sur les marchés des cryptoactifs (le "MiCa") offre depuis juin 2023 un cadre juridique harmonisé pour les transactions de cryptoactifs et jetons stables et encadre les prestataires de services. Il a pour objectif de protéger les consommateurs, assurer la stabilité financière et lutter contre les abus de marché et la fraude. En revanche, ce règlement ne couvre pas les monnaies numériques émises par les banques centrales, tel que le serait l'euro numérique.

commerciale (émise par des banques commerciales). La monnaie de banque centrale constitue la forme la plus sûre de monnaie (les banques commerciales peuvent faire faillite), car elle représente une créance directe sur la banque centrale. L'euro numérique ne doit pas être confondu avec les cryptos actifs décentralisés - caractérisée par une forte volatilité et l'absence de garant public - ni avec les *stablecoins* privés : il serait émis par la banque centrale. Selon les autorités, elle n'est pas non plus une monnaie programmable au sens restrictif, c'est à dire une monnaie dont l'émetteur pourrait conditionner l'usage (Ex. : par exemple des allocations sociales émises en euro et qui ne pourraient pas être dépensées pour acheter des cigarettes).

Dans notre société de plus en plus numérisée, l'euro numérique permettrait concrètement aux usagers de posséder un portefeuille d'euros numériques auprès de leur banque ou prestataire de paiement. Ménages et entreprises dans la zone euro pourraient l'utiliser, gratuitement, pour tout paiement numérique³⁰, en complément d'autres moyens de paiement (comme les pièces et billets, les chèques, les paiements par carte bancaire ou les virements). Contrairement aux cartes bancaires traditionnelles, l'euro numérique pourrait impliquer moins de transfert de données : le niveau de confidentialité pourrait s'approcher de celui des espèces pour les paiements hors ligne³¹.

Quel est l'intérêt de l'euro numérique ?

- **Instituer un nouveau moyen de paiement.** L'euro numérique permettrait une solution de paiement numérique accessible à 450 millions d'utilisateurs.
- **Créer un nouveau lien de citoyenneté monétaire.** La baisse progressive de l'utilisation du cash signifie que les usagers de la monnaie ont de moins en moins accès à la monnaie « pure » (celle émise par la banque centrale) et ont de plus en plus recours à des entreprises privées (les banques commerciales) pour leurs usages (paiements, réserves...). L'euro numérique pourrait raffermir le lien de confiance entre banque centrale et citoyens usagers de la monnaie, en étendant le lien direct - au-delà des simples espèces - à des formes numériques ne dépendant pas de banques privées.
- **Renforcer la solidité de la zone euro.** Si le projet d'euro numérique permet de rendre la zone euro moins dépendante des États-Unis pour ses investissements et d'augmenter la résilience aux chocs, cela pourrait avoir des conséquences favorables sur la protection des emplois en Europe.

L'euro numérique fait depuis le début l'objet d'un lobbying vigoureux des banques françaises, qui s'y opposent. Selon le patronat des banques, les risques (en réalité largement fallacieux³²) reposeraient sur le transfert d'une

partie des dépôts bancaires des banques commerciales privées vers la banque centrale avec des conséquences baissières sur la rentabilité des banques commerciales. Or, les plafonds prévus pour les comptes en euro-numérique permettent de relativiser très largement ce risque.

4 - La vision de la CFDT sur la numérisation à l'œuvre dans le domaine monétaire

La monnaie a plusieurs fonctions : c'est un moyen de paiement, une unité de compte et une réserve de valeur en même temps qu'une forme de lien socio-politique. En cela, elle est essentielle pour l'économie, l'investissement et donc l'emploi : **l'Europe ne doit pas dépendre de devises étrangères pour financer ses investissements et assurer la pérennité de ses emplois.** La monnaie est aussi un bien commun, vecteur de cohésion sociale : elle est **une institution essentielle au fonctionnement de la société. À ce titre, les politiques monétaires sont l'affaire des travailleurs et travailleuses.**

4.1 Défendre un euro numérique au service des travailleurs

Dans la mesure où l'euro numérique représente une étape pour l'approfondissement de la zone euro, **la CFDT est sur le principe favorable au projet d'euro numérique**, et formule plusieurs attentes :

- **L'euro numérique doit être mis au service de l'autonomie stratégique européenne :** l'euro numérique doit viser à réduire notre dépendance technologique et financière aux États-Unis, mais ne doit pas servir de moyen de dérégulation du système financier. Le développement de l'euro numérique doit éviter la dollarisation de la zone euro causée par les stablecoins adossés au dollar.

³⁰

https://www.ecb.europa.eu/euro/digital_euro/faqs/html/ecb.faq_digital_euro.fr.html#q7

³¹

https://www.ecb.europa.eu/euro/digital_euro/faqs/html/ecb.faq_digital_euro.fr.html#q3

³²

https://www.ecb.europa.eu/euro/digital_euro/timeline/profuse/shared/pdf/ecb.deprep251010_technical_annex_financial_stability_impact_digital_euro.fr.pdf

• **Les impacts sociaux, environnementaux et sur l'emploi de la politique monétaire incluant l'euro numérique doivent être évalués en continu,** avec des analyses d'impact

transparentes avant chaque phase majeure de mise en œuvre. Les partenaires sociaux européens et nationaux doivent être consultés aux étapes importantes de construction et de déploiement de l'euro numérique.

• **L'utilisation de l'euro-numérique doit être strictement volontaire.**

• **L'introduction de l'euro numérique et des systèmes de paiement devra respecter le droit du travail, les accords collectifs et la volonté des travailleurs, notamment en matière de paiement des salaires.**

• **L'euro numérique doit garantir la protection des droits et les libertés fondamentales.** Les utilisateurs doivent être protégés contre toute pratique arbitraire. Il devra garantir la confidentialité des transactions dans les mêmes conditions que les espèces, afin d'éviter la mise en place de la surveillance des paiements des citoyens, et ne pas contraindre leurs dépenses.

• **L'euro numérique doit être universellement accessible et facile à utiliser,** y compris pour les personnes âgées, en situation de handicap et celles disposant de compétences numériques limitées ou d'un accès restreint à la technologie.

• **L'euro numérique doit bénéficier d'une gouvernance démocratique,** garantissant la préservation des droits et libertés des usagers (confidentialité des transactions, favoriser la justice sociale – par la baisse du chômage – par la hausse des investissements dans la transition écologique - car ils sont consubstantiels de la démocratie).

4.2 - Mieux encadrer la numérisation de la monnaie

Le développement rapide des cryptoactifs est permis par un système monétaire international insuffisamment régulé. Si les politiques publiques de certains pays ont pu partiellement répondre aux enjeux posés par la

numérisation du domaine monétaire par l'instauration de monnaies numériques, les enjeux devraient aussi être régulés dans un cadre multilatéral négocié (en dépit de l'affaiblissement du multilatéralisme). **Le fonctionnement du système monétaire international permet toujours la transmission de crises pénalisant l'investissement et l'emploi dans le monde entier.** C'est pourquoi une réforme des institutions financières internationales et du système monétaire international est nécessaire, et l'acuité de réforme est accrue par la numérisation.

Dans cette optique, **l'euro numérique devrait s'accompagner du développement du rôle international de l'euro.** Pour renforcer l'autonomie stratégique européenne il faut éviter que le commerce européen soit dépendant de monnaies étrangères. 50% des importations dans l'UE (et 85% des importations énergétiques) sont effectuées en dollar, et seulement 41% en euro. Très concrètement, cela signifie que l'évolution du taux de change euro/dollar (donc de la politique décidée à Washington) peut entraîner des conséquences néfastes directes sur les prix de la consommation en Europe. La CFDT portera ces revendications en ce sens auprès de la CES.

En conclusion, le fonctionnement de la monnaie détermine le financement de l'économie (par les investissements), le niveau d'inflation et d'emploi (et donc les salaires) mais aussi la dépendance face aux puissances financières étrangères (comme les États-Unis). Sans renoncer à l'objectif d'une évolution des traités européens, il est nécessaire de réorienter rapidement la politique de la monnaie pour qu'elle soit socialement plus désirable (visant la baisse du chômage) et écologiquement soutenable (stimulant des investissements d'avenir). Faire l'économie de ces chantiers surexpose l'euro zone à des risques qui videraient l'autonomie stratégique de son sens économique, technologique, social et environnemental.



CFDT – service économie et société
Mai 2026

Illustrations © Magnific

**Retrouvez les outils à destination
des adhérents et militants CFDT
dans l'espace documentaire
du site CFDT.fr :**

<https://www.cfdt.fr/espace-documentaire/>

... et d'autres **notes économiques thématiques sur
notre site web**, avec les chiffres-clés français,
européens et de quelques grands pays
du monde : Population • Espérance de vie • Emploi •
Chômage • Prix • Salaires • Recherche • Inégalités •
Pauvreté • Production économique • Commerce
extérieur • Finances publiques • Protection sociale •
Environnement • Énergie